

Expert-Comptable DPLE
inscrit au Tableau de l'Ordre (Région de Dijon)

Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Besançon

Siret 353 247 950 00010
TVA intracommunautaire FR44353247950

15 D rue Lucien Fèbvre
F-25000 BESANÇON
téléphone 03 81 88 55 56
télécopie 03 81 53 03 78

**ASSOCIATION INITIATIVE
DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT**

Technopole Témis
21C rue Savary
25000 BESANCON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Expert-Comptable DPLF
inscrit au Tableau de l'Ordre (Région de Doubs)

Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Besançon

Siret 881 247 950 00010
TVA intracommunautaire : FR1624795010

15 D rue Lucien Félvre
F-25000 BESANCON
téléphone 03 81 88 55 50
télécopie 03 81 53 03 78

INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT

Technopole Témis
21 C, rue Savary
25000 BESANCON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les Membres,

OPINION

en exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association **INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT** relatif à l'exercice clos le **31 DECEMBRE 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J' ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

INCERTITUDE SIGNIFICATIVE LIEE A LA CONTINUITE D'EXPLOITATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation.

Comme indiqué dans l'annexe des comptes annuels sous la rubrique 8 "Information générales complémentaires" *Notre Association clôture depuis 2 voire 3 ans des comptes de fonctionnement déficitaires conduisant à une situation des capitaux propres négatifs atteignant 15 k€ au 31 décembre 2023. Consciente des difficultés, le budget prévisionnel a été construit sur la base d'une maîtrise des coûts et dans un objectif de consolidation des fonds propres à moyen terme.*

Afin d'assurer les échéances liées à l'exploitation courante, elle a envisagé de nouvelles ressources.

A ce titre :

Révision des montants des cotisations et engagement d'une démarche active de mobilisations des bénéficiaires et des entreprises en contrepartie de la dynamique associative, laquelle sera par ailleurs renforcée sur la période à venir,

Engagement d'une démarche pro-active auprès des anciens bénéficiaires les invitant à soutenir l'association sous forme de cotisations annuelles ou de dons (indépendamment du bénévolat actif sur le terrain),

Engagement d'une démarche, en s'appuyant sur notre réseau de partenaires, visant à solliciter les acteurs économiques de la région dans le cadre du mécénat,

Mise en place à partir de septembre d'une nouvelle action d'accompagnement renforcé dans le cadre du plan quartier 2030 financée par Bpifrance,

Enfin, en parallèle, la recherche de contributions auprès des EPCI sera poursuivie, sur la base de documents valorisant l'action et les résultats de l'Association au plan économique et social.

Dans ce cadre, le principe de continuité d'exploitation a été retenue pour l'établissement des comptes clos le 31 décembre 2023.

Si ces mesures s'avéraient insuffisantes, le principe de continuité d'exploitation serait susceptible d'être remis en question.

L'exercice 2023 est effectivement le troisième exercice clôturé sur une insuffisance de fonctionnement significative débouchant sur des capitaux propres de fonctionnement négatifs. Malgré les efforts et les démarches évoqués dans l'annexe le budget prévisionnel 2024 n'est à ce jour pas encore à l'équilibre. Si l'augmentation des cotisations, l'appel au mécénat interne ou externe vont dans le bon sens, des tentatives de même ordre ont déjà été tentées par le passé et je doute que ces seules mesures permettent d'assurer un rétablissement durable du compte de fonctionnement de l'association dans une période actuelle marquée par l'incertitude économique et politique. Si l'on s'en réfère aux modèles économiques développés par des associations sœur du réseau, l'équilibre est souvent obtenu par un soutien fort des EPCI. Un renforcement de l'apport de ces structures tel qu'on l'a connu dans le passé de l'association semblerait plus déterminant pour

un rétablissement durable du résultat de fonctionnement.

Sans ces derniers soutiens le principe de continuité d'exploitation serait effectivement susceptible d'être rapidement remis en cause.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, et en complément des observations développées ci-dessus, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

Comme rappelé dans l'annexe sous la rubrique "faits caractéristiques de l'exercice" les comptes annuels regroupent quatre secteurs distincts d'activité, le fonctionnement général de l'association, l'activité "fonds de dotation" pour les prêts d'honneur, l'activité "DLA" pour Dispositif Local d'Accompagnement, et le concours Initiative au Féminin.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

VERIFICATIONS DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Besançon, le 1^{er} septembre 2024

Le Commissaire aux Comptes





Comptes annuels

ASSOCIATION INITIATIVE DOUBS
TERRITOIRE DE BELFORT

31/12/2023





ASSOCIATION INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	11 089	11 089		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	11 089	11 089		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	118 108	98 384	19 724	11 086
	Immobilisations corporelles en cours	2 714		2 714	
	Avances et acomptes				
	TOTAL	120 823	98 384	22 438	11 086
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	39 214		39 214	38 317
	Prêts	2 137 729	40 721	2 097 008	2 082 282
Actif circulant	Autres	11 890		11 890	11 890
	TOTAL	2 188 833	40 721	2 148 112	2 132 490
	Total I	2 320 746	150 194	2 170 551	2 143 576
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 978		16 978	7 771
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	245 701		245 701	242 884
	TOTAL	262 680		262 680	250 655
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 199 794		1 199 794	929 735
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	7 362		7 362	7 242
	TOTAL II	1 469 836		1 469 836	1 187 633
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	3 790 582	150 194	3 640 388	3 331 209
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

ASSOCIATION INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT



Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	731 358	744 824
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 405 366	2 093 719
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	47 146	47 146
	Report à nouveau	-33 792	21 851
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-52 278	-106 963
	Situation nette (sous-total)	3 097 800	2 800 578
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		3 097 800	2 800 578
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	243 617	276 170
Total II		243 617	276 170
Provisions	Provisions pour risques	28 483	42 085
	Provisions pour charges		
Total III		28 483	42 085
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	21 931	7 449
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 132	51 899
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	133 633	131 007
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	51 789	22 019
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		270 487	212 374
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 640 388	3 331 209
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	542	206
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASSOCIATION INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT



		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	19 620	12 220
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 875	36 375
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	745 901	664 491
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		1 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 327	1 789
	Utilisations des fonds dédiés	82 433	48 593
	Autres produits	44 596	34 077
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	905 753	798 546
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	270 972	235 477
	Aides financières	169 157	79 901
	Impôts, taxes et versements assimilés	12 805	11 354
	Salaires et traitements	323 114	326 455
	Charges sociales	120 637	118 914
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 613	7 142
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	49 880	91 171
	Autres charges	672	217
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	951 852	870 633
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-46 098	-72 087

ASSOCIATION INITIATIVE DOUBS TERRITOIRE DE BELFORT



		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	2 174	817
	Autres intérêts et produits assimilés	17 152	6 816
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		19 326	7 633
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		13 717
	Intérêts et charges assimilées	14 675	148
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	14 675	13 865
2. Résultat financier (III-IV)		4 650	-6 232
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-41 448	-78 319
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	5 347	682
	Sur opérations en capital		886
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	28 887	3 691
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	34 234	5 259
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	29 780	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	15 285	33 904
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	45 065	33 904
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-10 830	-28 644
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		959 314	811 439
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 011 593	918 403
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-52 278	-106 963
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		54 347	52 404
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		54 347	52 404



Annexe comptable





Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023

ASSOCIATION INITIATIVE DOUBS
TERRITOIRE DE BELFORT



1 **Objet social**

Dans le respect des dispositions légales, l'Association a pour objet de déceler et de favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités, de biens ou services nouveaux notamment par l'appui à la création, à la reprise ou au développement d'une PME ou TPE. Elle apporte son soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt et par un accompagnement des porteurs de projets, par un parrainage et un suivi technique assurés gracieusement. Elle contribue aussi à la mobilisation d'autres moyens de soutien aux jeunes entrepreneurs. Elle participe directement au développement économique local.



Activités de l'association locale Initiative Doubs Territoire de Belfort

Notre Association Initiative Doubs Territoire de Belfort est l'une des 206 associations locales Initiative réparties sur tout le territoire métropolitain et ultramarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre Association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs/repreneurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre Association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents et, d'autre part, sur un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, en amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre Association, comme tout le réseau Initiative France, est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », la « promesse Initiative France », un système de qualification ;
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa coordination nationale ;
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2022-2025 ;

Concrètement, sur l'exercice 2023, notre association locale a étudié 279 dossiers, présenté au Comité d'agrément 242 projets dont 212 ont été validés correspondant à 359 prêts personnels accordés.

Par ailleurs, Initiative Doubs Territoire de Belfort accompagne des axes prioritaires de la politique publique au travers du portage du Dispositif Local d'Accompagnement du Doubs et de l'opération Initiative au féminin, concours de la création d'entreprise au féminin en Bourgogne-Franche-Comté.



3 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice se caractérise par un résultat global de (- 52 278 €) :

- Activité Fonctionnement général : un déficit de (- 34 122) €
- Activité fonds de dotation : un déficit de (- 18 261 €)
- Activité D.L.A : un déficit de (- 196 €)
- Activité Initiative au féminin : un résultat de 301 €

Par décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 16 septembre 2010, l'Association a décidé, conformément à la norme comptable Initiative France, de ventiler et d'imputer la perte au 31/12/2022, soit 51 320 €, comme suit sur les fonds de dotation :

- Fonds avec droit de reprise :

- * pertes issues des provisions : compte "103941" pour un montant de (- 27 375 €)
- * autres pertes : compte "103942" pour un montant de (- 10 478 €)

- Fonds sans droit de reprise :

- * pertes issues des provisions : compte "1024941" pour un montant de (- 9 739 €)
- * autres pertes : compte "1024942" pour un montant de (- 3 728 €)

4 Principes et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'Association Initiative Doubs Territoire de Belfort est membre d'Initiative France qui a défini des normes comptables propres. Ces normes sont conformes aux règlements CRC n°99-03 relatif au Plan Comptable Général et CRC n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations. Elles ont pour objet d'apporter une meilleure information financière compte tenu des spécificités de gestion des plateformes Initiative.

L'Association Initiative Doubs Territoire de Belfort applique les normes comptables Initiative France dans le cadre d'une méthode préférentielle de présentation des comptes annuels.

La mise en œuvre de ces normes implique des méthodes spécifiques concernant notamment :

- La constatation de prêts d'honneur en immobilisations financières et de leur dépréciation selon une méthode définie ;
- L'enregistrement des ressources de fonds de prêts, en apports avec ou sans droit de reprise en fonction des exigences conventionnelles ;
- La présentation en annexe de comptes de résultat distincts entre fonctionnement et fonds de prêts ;
- L'imputation des provisions et pertes concernant les prêts d'honneur sur les apports, après détermination du résultat sur fonds de prêt et approbation par l'Assemblée Générale.

5 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

- L'association a obtenu le renouvellement du conventionnement SIEG pour la période 2023-2026 ainsi que le renouvellement du portage du DLA du Doubs pour une nouvelle période triennale 2023-2025 assurant ainsi des moyens et une sérénité de fonctionnement pour l'exercice et les suivants. Néanmoins, l'équilibre budgétaire passe par une mobilisation accrue et pérenne du soutien des EPCI au fonctionnement de la structure. La gouvernance de la structure est pleinement mobilisée en appui de l'équipe dans cet objectif.
- Au-delà du nécessaire équilibre budgétaire à assurer, l'association est engagée dans la nécessaire reconstitution des fonds propres qui passe par le développement des partenariats privés. Le développement des adhésions, le développement de politiques destinées à mobiliser les dons, du mécénat sont les leviers activés pour opérer une reconstitution des fonds propres.



Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
			Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	11 089	-	-	11 089
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	28 785	2 572	3 708	27 649
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	79 780	10 680	-	90 460
	Immo. Corp. En cours	-	2 714	-	2 714
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	Total III	108 565	15 966	3 708	120 823
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	38 317	897	-	39 215
	Prêts et autres immo. financières	2 152 046	787 400	789 826	2 149 619
	Total IV	2 190 363	788 297	789 826	2 188 834
Total général		2 310 017	804 263	793 534	2 320 746

6.1.2 Etat détaillé des prêts

SITUATION DES PRETS AUX CREATEURS

ORIGINE	31/12/1991	31/12/1992	31/12/1993	31/12/1994	31/12/1995	31/12/1996	31/12/1997
PRETS ACCORDES							
. Nombre	16	19	37	33	34	58	42
. Montant nominal	50 308	57 168	133 698	146 351	166 520	275 018	152 601
Total	50 308	57 168	133 698	146 351	166 520	275 018	152 601
PRÊT REMBOURSES							
. TOTALEMENT REMBOURSES							
Nombre	16	19	37	33	34	58	42
Montant Nominal	50 308	57 168	133 698	146 351	166 520	275 018	152 601
Total	50 308	57 168	133 698	146 351	166 520	275 018	152 601
. EN COURS DE REMBOURSEMENTS							
Nombre	0	0	0	0	0	0	0
Montant Rbt effectués	0	0	0	0	0	0	0
Rbt nominal restant à rembourser	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0
MOUVEMENTS FINANCIERS							
Situation début (soldes au 1/01/23)	0	0	0	0	0	0	0
Prets accordés	0	0	0	0	0	0	0
Remboursements exercice	0	0	0	0	0	0	0
Créances irrécouvrables	0	0	0	0	0	0	0
Situation fin (soldes au 31/12/23)	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES							
Début		1 524	12 958	20 276	60 217	48 231	52 002
Dotation	1 524	11 434	8 385	39 942	25 472	23 143	14 425
Reprise			1 067		37 458	19 372	5 985
Provision fin de période	1 524	12 958	20 276	60 217	48 231	52 002	60 442
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES PRETS							
Début							
Dotation							
Reprise							
Provision fin de période	0	0	0	0	0	0	0



SITUATION DES PRETS AUX CREATEURS

ORIGINE	31/12/1998	31/12/1999	31/12/2000	31/12/2001	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004
<u>PRETS ACCORDES</u>							
. Nombre	35	31	29	59	60	47	56
. Montant nominal	141 015	130 039	138 424	289 483	325 855	284 600	352 300
Total	141 015	130 039	138 424	289 483	325 855	284 600	352 300
<u>PRÊT REMBOURSES</u>							
. TOTALEMENT REMBOURSES							
Nombre	35	31	29	59	60	47	56
Montant Nominal	141 015	130 039	138 424	289 483	325 855	284 600	352 300
Total	141 015	130 039	138 424	289 483	325 855	284 600	352 300
. EN COURS DE REMBOURSEMENTS							
Nombre	0	0	0	0	0	0	0
Montant Rbt effectués	0	0	0	0	0	0	0
Rbt nominal restant à rembourser	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0
	141 015	130 039	138 424	289 483	325 855	284 600	352 300
<u>MOUVEMENTS FINANCIERS</u>							
Situation début (soldes au 1/01/23)	0	0	0	0	0	0	0
Prets accordés	0	0	0	0	0	0	0
Remboursements exercice	0	0	0	0	0	0	0
Créances irrécouvrables		0	0	0	0	0	0
Situation fin (soldes au 31/12/23)	0	0	0	0	0	0	0
<u>PROVISIONS POUR RISQUES</u>							
Début	60 442	95 807	36 525	31 637	36 183	59 458	92 730
Dotations	52 850	17 854	19 858	14 254	44 175	49 130	23 096
Reprise	17 485	32 342	24 746	9 708	20 900	15 858	23 844
Provision fin de période	95 807	81 319	31 637	36 183	59 458	92 730	91 982
<u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES PRETS</u>							
Début							
Dotations							
Reprise							
Provision fin de période	0	0	0	0	0	0	0


SITUATION DES PRETS AUX CREATEURS

ORIGINE	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011
PRETS ACCORDES							
. Nombre	64	72	75	70	63	67	63
. Montant nominal	345 950	433 000	473 500	494 000	473 500	367 000	399 600
Total	345 950	433 000	473 500	494 000	473 500	367 000	399 600
PRÊT REMBOURSES							
. TOTALEMENT REMBOURSES							
Nombre	64	72	75	70	62	67	63
Montant Nominal	345 950	433 000	473 500	494 000	473 166	367 000	399 600
Total	345 950	433 000	473 500	494 000	473 166	367 000	399 600
. EN COURS DE REMBOURSEMENTS							
Nombre	0	0	0	0	1	0	0
Montant Rbt effectués	0	0	0	0		0	0
Rbt nominal restant à rembourser	0	0	0	0	334	0	0
Total	0	0	0	0	334	0	0
	345 950	433 000	473 500	494 000	473 500	367 000	399 600
MOUVEMENTS FINANCIERS							
Situation début (soldes au 1/01/23)	-110	0	-231	-210	0	-125	-148
Prets accordés							
Remboursements exercice	0	0					
Créances irrécouvrables		0					
Situation fin (soldes au 31/12/23)	-110	0	-231	-210	0	-125	-148
PROVISIONS POUR RISQUES							
Début	91 982	115 899	162 825	178 826	216 757	231 185	202 521
Dotation	46 920	54 006	78 693	79 909	54 394	44 508	20 919
Reprise	23 003	7 080	62 692	41 978	39 966	73 172	164 263
Provision fin de période	115 899	162 825	178 826	216 757	231 185	202 521	59 177
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES PRETS							
Début							0
Dotation							155 577
Reprise							
Provision fin de période	0	0	0	0	0	0	155 577

SITUATION DES PRETS AUX CREATEURS

ORIGINE	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
PRETS ACCORDES							
. Nombre	60	61	77	73	85	83	89
. Montant nominal	386 000	409 000	521 500	541 500	614 000	696 000	614 129
Total	386 000	409 000	521 500	541 500	614 000	696 000	614 129
PRÊT REMBOURSES							
. TOTALEMENT REMBOURSES							
Nombre	59	60	77	72	83	73	67
Montant Nominal	376 000	401 000	521 500	531 500	594 000	585 000	437 400
Total	376 000	401 000	521 500	531 500	594 000	585 000	437 400
. EN COURS DE REMBOURSEMENTS							
Nombre	1	1	0	1	2	10	22
Montant Rbt effectués	7 796	7 800	0	9 831	14 970	92 173	164 159
Rbt nominal restant à rembourser	2 204	200	0	169	5 030	18 827	12 570
Total	10 000	8 000	0	10 000	20 000	111 000	176 729
	386 000	409 000	521 500	541 500	614 000	696 000	614 129
MOUVEMENTS FINANCIERS							
Situation début (soldes au 1/01/23)	1 742	-584	-2 717	-1841	3213	25580	72585
Prets accordés							
Remboursements exercice					925	6 480	54 190
Créances irrécouvrables						1 820	5 867
Situation fin (soldes au 31/12/23)	1 742	-584	-2 717	-1 841	2 288	17 280	12 528
PROVISIONS POUR RISQUES							
Début	59 177	47 514	53 269	36 081	21 667	32 037	31 492
Dotation	12 468	19 969	9 672	7 267	19 179	9 986	3 623
Reprise	24 131	14 214	26 860	21 680	8 809	10 531	8 007
Provision fin de période	47 514	53 269	36 081	21 668	32 037	31 492	27 108
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES PRETS							
Début	155 577	57 913	28 179	27 194	24 363	18 513	23 083
Dotation	6 512	7 341	20 504	9 744	11 493	8 315	4 977
Reprise	104 176	37 075	21 489	12 575	17 343	3 745	15 568
Provision fin de période	57 913	28 179	27 194	24 363	18 513	23 083	12 492



SITUATION DES PRETS AUX CREATEURS

ORIGINE	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023		TOTAUX
PRETS ACCORDES							
. Nombre	102	74	94	152	110		2 090
. Montant nominal	814 500	663 500	683 000	960 000	787 400		13 320 460
Total	814 500	663 500	683 000	960 000	787 400	0	12 533 060
PRÊT REMBOURSES							
. TOTALEMENT REMBOURSES							
Nombre	45	3	8	0			1 576
Montant Nominal	304 000	21 000	45 000	0			9 445 997
Total	304 000	21 000	45 000	0	0	0	9 445 997
. EN COURS DE REMBOURSEMENTS							
Nombre	57	71	86	152			404
Montant Rbt effectués	427 429	429 431	273 274	246 258	51 757		1 724 878
Rbt nominal restant à rembourser	83 071	213 069	364 726	713 742	735 643		2 149 585
Total	510 500	642 500	638 000	960 000	787 400	0	
	814 500	663 500	683 000	960 000	787 400	0	
MOUVEMENTS FINANCIERS							
Situation début (soldes au 1/01/23)	237 892	360 307	525 758	919 008			2 140 119
Prets accordés					787 400		787 400
Remboursements exercice	143 627	139 233	144 101	205 266	51 757		745 579
Créances irrécouvrables	11 388	8 205	16 931				44 211
Situation fin (soldes au 31/12/23)	82 877	212 869	364 726	713 742	735 643	0	2 137 729
PROVISIONS POUR RISQUES							
Début	27 108	13 945	17 168	11 872	42 085		
Dotations	5 499	11 142	2 851	33 904	15 285		
Reprise	18 662	7 919	8 147	3 691	28 887		
Provision fin de période	13 945	17 168	11 872	42 085	28 483	0	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES PRETS							
Début	12 492	35 379	50 933	50 972	57 873		
Dotations	27 087	17 278	9 713	13 717			
Reprise	4 200	1 724	9 674	6 816	17 152		
Provision fin de période	35 379	50 933	50 972	57 873	40 721	0	



Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	11 089	-	-	11 089
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	28 785	163	3 708	25 240
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	68 693	4 451	-	73 144
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		97 479	4 614	3 708	98 384
Total général		108 568	4 614	3 708	109 474

**6.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé**

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	57 873	-	17 152	40 721
TOTAL	57 873	-	17 152	40 721

6.2 Actif circulant**6.2.1 Charges constatées d'avance**

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
LOYERS			3 636		
CHARGES LOCATIVES			720		
MAINTENANCE INFORMATIQUE			1 656		
ASSURANCE			383		
DOCUMENTATION			347		
COTISATION			198		
FRAIS BANCAIRES			420		

6.3 Fonds associatifs

RELEVÉ DES FONDS DE DOTATION

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES SANS DROIT DE REPRISE					
	31/12/1991	31/12/1992	31/12/1993	31/12/1994	31/12/1995	31/12/1996
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS.						
. ETAT - ECONOMIE SOCIALE	3 049					
. MOSAIQUE				30 490		
. ETAT - FRILE			60 980			
. REGION FRANCHE COMTE	20 581					
. ADED	20 581	15 245	15 245	15 245	30 490	30 490
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE						
. VILLE BESANCON	15 245					
. COMMUNAUTE AGLOM. GD BESANCON						
. C.A PAYS DE MONTBELIARD	15 245		22 867	15 245	15 245	7 622
. VILLE PONTARLIER			7 622	7 622	7 622	7 622
. DISTRICT MORTEAU						
. COMMUNAUTE COMMUNE DU LARMONT						
. CONSEIL DEPARTEMENTAL 90						
. COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT						
	74 700	15 245	106 714	68 602	53 357	45 735
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES						
. GROUPE MALAKOF	7 622					
. GROUPE MEDERIC		4 573	5 336	6 098	6 860	
. ROTARY PONTARLIER		762		762		
. SOPAD PONTARLIER			762			
. ALCATEL PONTARLIER			13 720			
. MUTI	4 573					
. BPBFC						
. CREDIT MUTUEL						
. SOCIETE GENERALE						
. CREDIT AGRICOLE						
	12 196	5 336	19 818	6 860	6 860	0
TOTAUX	86 896	20 581	126 533	75 462	60 217	45 735



ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES AVEC DROIT DE REPRISE					
	31/12/1991	31/12/1992	31/12/1993	31/12/1994	31/12/1995	31/12/1996
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS. . ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE						
	0	0	0	0	0	0
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES . ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES . CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS						
	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	0	0	0	0	0	0



RELEVÉ DES FONDS DE DOTATION

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES SANS DROIT DE REPRISE						
	31/12/1998	31/12/1999	31/12/2000	31/12/2001	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS.							
. ETAT - ECONOMIE SOCIALE							
. MOSAIQUE							
. ETAT - FRILE							
. REGION FRANCHE COMTE							
. ADED	15 245	15 245	15 245				
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE				15 245			
. VILLE BESANCON							
. COMMUNAUTE AGLOM. GD BESANCON	22 867		30 490	30 490	30 490	22 867	22 867
. C.A PAYS DE MONTBELIARD		-5 793	-20 276		22 890	22 890	15 245
. VILLE PONTARLIER							
. DISTRICT MORTEAU	3 049						
. COMMUNAUTE COMMUNE DU LARMONT					3 200	6 000	6 000
. CONSEIL DEPARTEMENTAL 90							
. COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT							
	41 161	9 452	25 459	45 735	56 580	51 757	44 112
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES							
. GROUPE MALAKOF							
. GROUPE MEDERIC							
. ROTARY PONTARLIER							
. SOPAD PONTARLIER							
. ALCATEL PONTARLIER							
. MUTI							
. BPBFC					4 400	4 800	7 400
. CREDIT MUTUEL						3 000	
. SOCIETE GENERALE							
. CREDIT AGRICOLE							
	0	0	0	0	4 400	7 800	7 400
TOTAUX	41 161	9 452	25 459	45 735	60 980	59 557	51 512



ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES AVEC DROIT DE REPRISE						
	31/12/1998	31/12/1999	31/12/2000	31/12/2001	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS. . ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE					22 870	22 870	0
	0	0	0	0	22 870	22 870	0
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES							
. ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES					1 500	1 500	1 500
. CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS					30 490	45 734	60 980
. CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS							0
. CREDIT AGRICOLE						15 000	19 050
. CAISSE D'EPARGNE						8 000	8 000
. COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT							
	0	0	0	0	31 990	70 234	89 530
TOTAUX	0	0	0	0	54 860	93 104	89 530



RELEVÉ DES FONDS DE DOTATION

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES SANS DROIT DE REPRISE					
	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS. . ETAT - ECONOMIE SOCIALE . MOSAIQUE . ETAT - FRILE . REGION FRANCHE COMTE . ADED . ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE . VILLE BESANCON . COMMUNAUTE AGLOM. GD BESANCON . C.A PAYS DE MONTBELIARD . VILLE PONTARLIER . DISTRICT MORTEAU . COMMUNAUTE COMMUNE DU LARMONT . CONSEIL DEPARTEMENTAL 90 . COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT	22 867	22 867	22 867	22 867	22 867	22 867
	22 867	22 867	22 867	22 867	22 867	22 867
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES . GROUPE MALAKOF . GROUPE MEDERIC . ROTARY PONTARLIER . SOPAD PONTARLIER . ALCATEL PONTARLIER . MUTI . BPBFC . CREDIT MUTUEL . SOCIETE GENERALE . CREDIT AGRICOLE	6 600	7 400	8 300	8 000 2 100 10 000	9 000 2 100 7 500	10 900 2 100 7 500
	6 600	7 400	8 300	20 100	18 600	20 500
PERTES ISSUES DES PROVISIONS						-179 198
AUTRES PERTES						-174 093
TOTAUX	29 467	30 267	31 167	42 967	41 467	-309 924

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES AVEC DROIT DE REPRISE					
	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS. . ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE . C.A PAYS DE MONTBELIARD	22 870		20 000	20 000	20 000	20 000
	22 870	0	20 000	20 000	20 000	20 000
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES . ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES . CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS . CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS . CREDIT AGRICOLE . CAISSE D'EPARGNE	1 500 8 000	1 500 70 000		72 500		
	9 500	71 500	0	72 500	0	0
PERTES ISSUES DES PROVISIONS AUTRES PERTES						-51 987 -38 644
TOTAUX	32 370	71 500	20 000	92 500	20 000	-70 631

RELEVÉ DES FONDS DE DOTATION

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES SANS DROIT DE REPRISE					
	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS.						
. ETAT - ECONOMIE SOCIALE						
. MOSAIQUE						
. ETAT - FRILE						
. REGION FRANCHE COMTE						
. ADED						
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE						
. VILLE BESANCON						
. COMMUNAUTE AGLOM. GD BESANCON	22 867	22 867	22 867	22 867	22 867	
. C.A PAYS DE MONTBELIARD						
. VILLE PONTARLIER						
. DISTRICT MORTEAU						
. COMMUNAUTE COMMUNE DU LARMONT						
. CONSEIL DEPARTEMENTAL 90					50 000	
. COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT					50 000	
	22 867	22 867	22 867	22 867	122 867	0
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES						
. GROUPE MALAKOF						
. GROUPE MEDERIC						
. ROTARY PONTARLIER						
. SOPAD PONTARLIER						
. ALCATEL PONTARLIER						
. MUTI						
. BPBFC	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	
. CREDIT MUTUEL	2 000	2 000	2 000			
. SOCIETE GENERALE	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	
. CREDIT AGRICOLE						
	17 000	17 000	17 000	15 000	15 000	0
PERTES ISSUES DES PROVISIONS	16 845	-2 782	61 971	14 918	10 786	9 905
AUTRES PERTES	-25 689	-1 655	-70 699	-27 689	-34 660	-16 062
TOTAUX	31 023	35 430	31 139	25 096	113 993	-6 157



ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES AVEC DROIT DE REPRISE					
	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS. . ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE . C.A PAYS DE MONTBELIARD	20 000					
	20 000	0	0	0	0	0
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES . ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES . CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS . CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS . CREDIT AGRICOLE . CAISSE D'EPARGNE . AUI				50 000 27 000	100 000 40 000	200 000
	0	0	0	77 000	140 000	300 000
PERTES ISSUES DES PROVISIONS	11 819	-1 915	39 821	9 061	7 387	7 340
AUTRES PERTES	-18 025	-1 140	-45 458	-16 818	-23 736	-11 902
TOTAUX	13 794	-3 055	-5 637	69 243	123 651	295 438

RELEVÉ DES FONDS DE DOTATION

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES SANS DROIT DE REPRISE						TOTAUX
	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS.							
. ETAT - ECONOMIE SOCIALE							3 049
. MOSAIQUE							30 490
. ETAT - FRILE							60 980
. REGION FRANCHE COMTE							20 581
. ADED							173 030
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE							15 245
. VILLE BESANCON							15 245
. COMMUNAUTE AGLOM. GD BESANCON							411 608
. C.A PAYS DE MONTBELIARD							111 181
. VILLE PONTARLIER							30 490
. DISTRICT MORTEAU							3 049
. COMMUNAUTE COMMUNE DU LARMONT							15 200
. CONSEIL DEPARTEMENTAL 90							50 000
. COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT							50 000
	0	0	0	0	0	0	990 146
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES							
. GROUPE MALAKOF							7 622
. GROUPE MEDERIC							22 867
. ROTARY PONTARLIER							1 524
. SOPAD PONTARLIER							762
. ALCATEL PONTARLIER							13 720
. MUTI							4 573
. BPBFC							104 300
. CREDIT MUTUEL							3 000
. SOCIETE GENERALE							12 300
. CREDIT AGRICOLE							62 500
	0	0	0	0	0	0	233 170
PERTES ISSUES DES PROVISIONS	-2 141	-1 933	5 439	-3 450	-5 848	1 456	-74 032
AUTRES PERTES	-15 248	-4 207	-8 826	-11 830	-4 696	-9 106	-404 461
TOTAUX	-17 390	-6 140	-3 386	-15 280	-10 544	-7 650	744 824

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES AVEC DROIT DE REPRISE						
	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	TOTAUX
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS.							
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE							68 610
. C.A PAYS DE MONTBELIARD							100 000
. REGION BFC		150 000	25 000	150 000	300 000	150 000	775 000
	0	150 000	25 000	150 000	300 000	150 000	943 610
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES							
. ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES							7 500
. CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS/BPI		350 000	25 000	150 000			1 154 704
. CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS/BPI							67 000
. CREDIT AGRICOLE							34 050
. CAISSE D'EPARGNE							24 000
. AUI							100 000
	0	350 000	25 000	150 000	0	0	1 387 254
PERTES ISSUES DES PROVISIONS	-2 379	-2 091	9 536	-6 274	-12 929	3 801	11 189
AUTRES PERTES	-16 937	-4 549	-15 476	-21 500	-10 383	-23 764	-248 333
TOTAUX	-19 316	493 360	44 059	272 226	276 688	130 036	2 093 720

RELEVÉ DES FONDS DE DOTATION

ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES SANS DROIT DE REPRISE						TOTAUX
	31/12/2023						
DOTATIONS ORG.PUBL. & ASS.							
. ETAT - ECONOMIE SOCIALE							3 049
. MOSAIQUE							30 490
. ETAT - FRILE							60 980
. REGION FRANCHE COMTE							20 581
. ADED							173 030
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE							15 245
. VILLE BESANCON							15 245
. COMMUNAUTE AGLOM. GD BESANCON							411 608
. C.A PAYS DE MONTBELIARD							111 181
. VILLE PONTARLIER							30 490
. DISTRICT MORTEAU							3 049
. COMMUNAUTE COMMUNE DU LARMONT							15 200
. CONSEIL DEPARTEMENTAL 90							50 000
. COMMUNAUTE DE L'AGLOMERATION BELFORT							50 000
	0	0	0	0	0	0	990 146
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES							
. GROUPE MALAKOF							7 622
. GROUPE MEDERIC							22 867
. ROTARY PONTARLIER							1 524
. SOPAD PONTARLIER							762
. ALCATEL PONTARLIER							13 720
. MUTI							4 573
. BPBFC							104 300
. CREDIT MUTUEL							3 000
. SOCIETE GENERALE							12 300
. CREDIT AGRICOLE							62 500
	0	0	0	0	0	0	233 170
PERTES ISSUES DES PROVISIONS	-9 739						-83 770
AUTRES PERTES	-3 728						-408 188
TOTAUX	-13 466	0	0	0	0	0	731 358



ORIGINE	DOTATIONS ACQUISES AVEC DROIT DE REPRISE						TOTAUX
	31/12/2023						
DOTATIONS ORG.PUBL.& ASS.							
. ADED-PUBLIC EN DIFFICULTE							68 610
. C.A PAYS DE MONTBELIARD							100 000
. REGION BFC	349 500						1 124 500
	349 500	0	0	0	0	0	1 293 110
DOTATIONS AUTRES ORGANISMES							
. ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES							7 500
. CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS/BPI							1 154 704
. CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS/BPI							67 000
. CREDIT AGRICOLE							34 050
. CAISSE D'EPARGNE							24 000
. AUI							100 000
	0	0	0	0	0	0	1 387 254
PERTES ISSUES DES PROVISIONS	-27 375						-16 186
AUTRES PERTES	-10 478						-258 811
TOTAUX	311 646	0	0	0	0	0	2 405 366



Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	744 824		13 466	731 358
Écarts de réévaluation				
Réserves	47 146			47 146

6.3.2 Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de reprise	2 093 720	349 500	37 854	2 405 366
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

6.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

6.4.1 Provisions

- Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :
- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

L'Association, dans le cadre de son activité "prêts d'honneur", a contracté une garantie Bpifrance à hauteur de 70% pour les prêts "ex-Nihilo" et 50% sur les autres prêts, en contrepartie les prêts présentant un risque de non-recouvrement ont été provisionnés à hauteur du risque non couvert par Bpifrance.

Sur l'exercice 2023,

- Des abandons ont été constatés en perte à hauteur de 44 213 €
- Vingt-trois prêts pour un montant de 46 039 € ont été repris sans utilisation de la dépréciation

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	42 085	15 285	28 887	28 483
Provisions pour charges				
TOTAL	42 085	15 285	28 887	28 483

6.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs



6.4.2.1 Subventions de fonctionnement affectées

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (sous-compte « engagements à réaliser sur subventions attribuées ») et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Situations Ressources	Montant total des fonds alloués	Fonds à engager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19)
Subvention		276 170	82 433	49 880	243 617
TOTAL		276 170	82 433	49 880	243 617

6.5

État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	2 137 729	642 305	1 495 424
	Autres	51 104	51 104	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	16 979		
	Autres	245 701		
Charges constatées d'avance		7 363		
TOTAL		2 458 876	693 409	1 495 424

Prêts Accordés en cours d'exercice	787 400
Remboursements obtenus en cours d'exercice	789 826



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	542	542		
	à plus d'1 an à l'origine	21 389	5 333	16 056	
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		63 133			
Dettes fiscales et sociales		133 633			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		51 790			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		270 487	5 875	16 056	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	21 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 854
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	

6.6 Répartition de la trésorerie

	31-12-2023 MONTANTS
Trésorerie Fonctionnement	136 767
Trésorerie Dotation-prêts d'honneur	801 096
Trésorerie Initiative au Féminin	61 674
Trésorerie DLA	200 257
TOTAL	1 199 794



Compte de résultat

6.7.1 Subventions

RELEVÉ DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

ORIGINE	SUVENTIONS ACQUISES EXERCICE N	SUVENTIONS PAR EXERCICE N	PRODUITS EXERCICE N	REPRISE FONDS DEDIES EXERCICE N	DOTATION FONDS DEDIES EXERCICE N	PRODUITS EXERCICE N+1	
						CONSTATES D'AVANCE	FONDS DEDIES
ETAT							
-							
DRDFE	15 000		15 000				
DTEFP DLA 03							6 733
DTEFP DLA 04							6 912
DTEFP DLA 05							-160
DTEFP DLA 08							384
DTEFP DLA 09							1 347
DTEFP DLA 11							1 011
DTEFP DLA 15							2 343
DTEFP DLA 16							3 350
DTEFP DLA 17							4 482
DTEFP DLA 18							2 130
DTEFP DLA 19							1 329
DTEFP DLA 20							10 136
DTEFP DLA 21				6 647			23 914
DTEFP DLA 22				30 060			12 762
DTEFP DLA 23	143 736		143 736		38 995		38 995
TOTAUX	158 736	0	158 736	36 707	38 995	0	115 668
REGION							
CONSEIL REGIONAL	20 000		20 000				
CONSEIL REGIONAL							
CONSEIL REGIONAL							
CONSEIL REGIONAL -FAE 2							
CONSEIL REGIONAL -FAE NFC							
CONSEIL REGIONAL -SIEG	399 890		371 868	29 973			0
CONSEIL REGIONAL DLA 06							23 291
CONSEIL REGIONAL DLA 07							6 629
CONSEIL REGIONAL DLA 08							842
CONSEIL REGIONAL DLA 09							1 281
CONSEIL REGIONAL DLA 11							1 946
CONSEIL REGIONAL DLA 15							2 439
CONSEIL REGIONAL DLA 16							5 888
CONSEIL REGIONAL DLA 17							6 990
CONSEIL REGIONAL DLA 18							2 540
CONSEIL REGIONAL DLA 19							1 584
CONSEIL REGIONAL DLA 22	51 500		51 500				0
CONSEIL REGIONAL DLA 23							0
TOTAUX	471 390	0	443 368	29 973	0	0	53 430



ORIGINE	SUVENTIONS ACQUISES EXERCICE N	SUVENTIONS PAR EXERCICE N	PRODUITS EXERCICE N	REPRISE FONDS DEDIES EXERCICE N	DOTATION FONDS DEDIES EXERCICE N	PRODUITS EXERCICE N+1	
						CONSTATES D'AVANCE	FONDS DEDIES
DEPARTEMENT							
TOTAUX	0		0	0	0	0	0
COMMUNES							
JURA NORD	300		300				4 157
G. BESANCON METR. DLA 2019							3 500
G. BESANCON METR. DLA 2020							
PMA	15 000		15 000				
CGCP							
TOTAUX	15 300	0	15 300	0	0	0	7 657
AUTRES							
CDC-DLA 2009							-43
CDC-DLA 2010							2
CDC-DLA 2003							6 442
CDC-DLA 2004							3 468
CDC-DLA 2005							1 784
CDC-DLA 2007							310
CDC-DLA 2015							1 809
CDC-DLA 2016							5 705
CDC-DLA 2017							4 481
CDC-DLA 2018							4 752
CDC-DLA 2019							3 124
CDC-DLA 2020							8 405
CDC-DLA 2021				2 853			10 263
CDC-DLA 2022				12 900			5 477
CDC-DLA 2023	62 734		62 734		10 885		10 885
BPI	18 000		18 000				
BPI PHCR	12 000		12 000				
IN CUBE		6 263	6 263				
CCGB	9 300		9 300				
CAFC	7 500		7 500				
BPBFC		12 700	12 700				
TOTAUX	109 534	18 963	128 497	15 753	10 885	0	66 864
TOTAUX	754 960	18 963	745 901	82 433	49 880	0	243 619



6.7.2 Contributions volontaires en nature

L'Association a décidé à compter de 2001 de valoriser les contributions volontaires effectuées à titre gratuit.

Devant la difficulté rencontrée pour évaluer toutes les contributions volontaires, seul le bénévolat consacré à l'accompagnement des créateurs d'entreprise a pu faire l'objet d'une valorisation précise.

Le bénévolat a été valorisé selon la norme "INITIATIVE FRANCE" à savoir au taux horaire de 50 €.

Pour les exercices à venir, l'association concentrera ses efforts sur la valorisation complète du bénévolat.

ACCOMPAGNEMENTS DES CREATEURS D'ENTREPRISES :

905,79 Heures valorisées à 60 € de l'heure, soit 54 347 €.



Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

7.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant non provisionné au passif du bilan à la date de clôture dans le respect de la permanence des méthodes s'élève à 23 020 €.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 62 ans
- Taux d'actualisation : 0.80%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%
- Le % de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 44%

7.2 Montants des engagements financiers

La norme comptable d'Initiative France précise que le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés à la date de clôture n'est plus comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il s'élève, au 31/12/2023, à un montant de 292 350 € pour 30 dossiers.



8 Informations générales complémentaires

Continuité d'exploitation :

Notre Association clôture depuis 2 voire 3 ans des comptes de fonctionnement déficitaires conduisant à une situation des capitaux propres négatifs atteignant 15 k€ au 31 décembre 2023. Consciente des difficultés, le budget prévisionnel a été construit sur la base d'une maîtrise des coûts et dans un objectif de consolidation des fonds propres à moyen terme.

Afin d'assurer les échéances liées à l'exploitation courante, elle a envisagé de nouvelles ressources.

A ce titre :

Révision des montants des cotisations et engagement d'une démarche active de mobilisations des bénéficiaires et des entreprises en contrepartie de la dynamique associative, laquelle sera par ailleurs renforcée sur la période à venir,

Engagement d'une démarche pro-active auprès des anciens bénéficiaires les invitant à soutenir l'association sous forme de cotisations annuelles ou de dons (indépendamment du bénévolat actif sur le terrain),

Engagement d'une démarche, en s'appuyant sur notre réseau de partenaires, visant à solliciter les acteurs économiques de la région dans le cadre du mécénat,

Mise en place à partir de septembre d'une nouvelle action d'accompagnement renforcé dans le cadre du plan quartier 2030 financée par Bpifrance,

Enfin, en parallèle, la recherche de contributions auprès des EPCI sera poursuivie, sur la base de documents valorisant l'action et les résultats de l'Association au plan économique et social.

Dans ce cadre, le principe de continuité d'exploitation a été retenue pour l'établissement des comptes clos le 31 décembre 2023.

Si ces mesures s'avéraient insuffisantes, le principe de continuité d'exploitation serait susceptible d'être remis en question.